

COMPARATIF ENTRE LES NORMES IAS/IFRS ET LES NORMES MAROCAINES :

Rubrique	Normes IAS / IFRS	Normes MAROC
LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Amortissement de certaines immobilisations incorporelles <ul style="list-style-type: none"> • Réévaluation possible • Mode d'amortissement linéaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Amortissement obligatoire des immobilisations incorporelles • Réévaluation interdite • Mode d'amortissement linéaire
Le Goodwill ou écart d'acquisition	<ul style="list-style-type: none"> • Comptabilisé en tant qu'actif • Amortissement non autorisé suite à la révision d'IAS 38 <p>A noter : Le goodwill n'est plus amortissable depuis la révision d'IAS 38</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comptabilisé en tant qu'actif • Mode d'amortissement linéaire • Durée maximum 20 ans (durée d'utilité de l'immobilisation concernée) <p>Au Maroc, le PCG (Plan Comptable Général) prévoit que l'écart d'acquisition soit amorti, sans exception, selon un plan d'amortissement dont la durée doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.</p>
Les Frais d'établissement et frais à étaler	<ul style="list-style-type: none"> • IAS 38 interdit la comptabilisation parmi l'actif des frais à étaler ou des frais d'établissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les frais à étaler et d'établissement sont comptabilisés à l'actif et amortis sur une durée maximum de 5 ans
Les Frais de recherche et développement	<ul style="list-style-type: none"> • Frais de recherche fondamentale doivent être comptabilisés en charge • Frais de recherche appliquée doivent être comptabilisés en charge • Frais de développement peuvent être immobilisés sous certaines conditions • Amortissement sur la durée prévisionnelle d'utilisation <p>A noter : IAS 38 prévoit l'activation des frais de développement lorsque les critères suivants sont vérifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Probabilité de générer des bénéfices - Produit clairement identifié - Possibilité de fabrication démontrée - Intention de vendre le produit - Existence d'un marché potentiel - Ressources suffisantes 	<ul style="list-style-type: none"> • Frais de recherche fondamentale doivent être comptabilisés en charge • Frais de recherche appliquée peuvent être comptabilisés en immobilisation • Frais de développement peuvent être immobilisés sous certaines conditions • Amortissement sur 5 ans maximum <p>Au Maroc, la règle générale est la constatation en charge. Cependant, pour les frais de recherche appliquée et développement, l'activation est possible si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets sont individualisés - D'importantes chances de réussites techniques - La rentabilité commerciale est démontrée
LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES La Réévaluation des immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> • Permise • Non Taxée • Pratiquée <p>-Les normes internationales recommandent d'effectuer régulièrement les réévaluations de manière à ce que la valeur comptable nette de l'immobilisation soit proche de sa juste valeur</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Permise • Taxée • Pratiquée rarement <p>-Au Maroc, les règles fiscales jouent un rôle pénalisant puisque les réévaluations sont soumises à l'impôt</p> <p>-Les réévaluations sont rarement pratiquées au Maroc</p>
Les Amortissement des immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> • La durée d'amortissement est la durée de vie économique prévue • Mode d'amortissement non précisé • Durée fiscale non applicable <p>* IFRS 16 (immobilisations corporelles) précise que l'entreprise doit identifier et sélectionner la méthode d'amortissement qui reflète le rythme selon lequel les avantages économiques liés à l'actif sont consommés par l'entreprise</p> <p>L'APPROCHE PAR COMPOSANTE Selon IAS 16, les composantes d'une immobilisation complexe, ayant des durées de vie différentes que l'immobilisation principale, doivent être immobilisées séparément et amorties selon leurs propres durées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La durée d'amortissement est la durée de vie économique prévue • Mode linéaire ou dégressif • Durée fiscale fréquemment choisie comme durée d'amortissement <p>A noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Au Maroc, les méthodes comptables d'amortissement des immobilisations sont dépendantes de la réglementation fiscale en termes de durée retenue et de rythme d'amortissement * La durée de vie sur le plan fiscal et comptable est en général plus courte que la durée de vie réelle des immobilisations <p>L'APPROCHE PAR COMPOSANTE Au Maroc, l'approche d'immobilisation par composante n'est pas aussi systématique que dans les normes internationales.</p>

CONTRATS DE LOCATION	<ul style="list-style-type: none"> • Location- financement à enregistrer en tant qu'actif • Location- exploitation à enregistrer en tant que charge <p>Définition et critères précis pour un contrat de location financement selon les normes IAS/IFRS (IAS 17 : Contrats de location)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les comptes individuels, la comptabilisation ne distingue pas la nature des contrats de location. <p>Dans les comptes consolidés, il peut être procédé au retraitement des contrats de location – financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • les loyers dus à raison du contrat constituent des charges d'exploitation <p>Au Maroc, le crédit-bail (le leasing) est constaté en charges, contrairement aux normes Internationales, traitant celui-ci comme un élément d'actif (immobilisation généralement)</p>
LES STOCKS	<ul style="list-style-type: none"> • L'enregistrement des stocks se fait à la date de transfert de l'essentiel des risques et avantages et du contrôle des avantages économiques futurs • Inclut tout le matériel utile à la production et au stockage même les coûts de transport • En cas d'actualisation des paiements différés, l'écart est pris en résultat financier. <p>Toutefois l'information à fournir est plus complète en normes IAS/IFRS qu'en règles marocaines. La norme IAS 2 impose de fournir en annexe une information sur la valeur des stocks dépréciées et comptabilisées à la valeur nette de réalisation. Les méthodes d'évaluation des stocks admises sont les mêmes selon les deux normes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'enregistrement des stocks en normes marocaines se fait à la date du transfert de propriété • La liste des coûts incorporables aux coûts fixes de production est plus restreinte • La présentation des subventions en diminution des postes de l'actif immobilisé n'est pas prévue. <p>Il n'y pas de divergences majeures entre le traitement des stocks selon les normes internationales et marocaines. Les principes comptables sont comparables,</p>
LE TRAITEMENT DES CREANCES	<ul style="list-style-type: none"> • La comptabilisation du chiffre d'affaires est en fonction de la réalité de la transaction • La méthode du pourcentage d'avancement est obligatoire pour les prestations de service <p>En normes IAS/IFRS, Le montant des produits des activités ordinaires doit être évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en tenant compte du montant de toute remise commerciale ou rabais pour quantités consenti par l'entreprise.</p> <p>Toutefois, lorsque l'entrée de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie est différée, la juste valeur de la contrepartie peut être inférieure au montant nominal de la trésorerie reçue ou à recevoir. Dans ce cas le montant enregistré en vente est la valeur actualisée de la créance sur l'acheteur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La comptabilisation du chiffre d'affaires est en fonction de la forme juridique du contrat • La méthode du pourcentage d'avancement est une option <p>Selon les normes marocaines, les créances circulantes sont inscrites à leur valeur nominale en principal, telle que celle-ci résulte des conventions légales ou contractuelles liant l'entreprise à ses débiteurs.</p> <p>Les intérêts financiers nettement identifiables en application des conventions établies ne rentrent pas dans cette valeur nominale.</p>
LES SUBVENTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • La présentation des subventions en diminution des postes de l'actif immobilisé est prévue • Les subventions doivent être comptabilisées en produits, sur une base systématique sur les exercices nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser 	<ul style="list-style-type: none"> • La présentation des subventions en diminution des postes de l'actif immobilisé n'est pas prévue . • Une subvention d'investissement est constatée systématiquement dans un compte spécifique des capitaux propres pour le montant perçu est amorti au même rythme que l'immobilisation correspondante par le crédit du compte de résultat.
LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	<p>La classification retenue est la suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actifs financiers détenus à des fins de transaction, dont Le but de la détention est de dégager un bénéfice des fluctuations du prix à court terme ; • Les placements détenus jusqu'à leur échéance, sont généralement les obligations. • Les prêts et créances émis par L'entreprise • Les actifs disponibles à la vente sont ceux qui ne rentrent en aucune des catégories précédentes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le CGNC distingue au sein des immobilisations financières, les titres de participation et les autres titres immobilisés; et d'autre part les titres et valeurs de placement figurant à l'actif circulant • Cette classification en immobilisations et actif circulant traduit la distinction qu'opérée le CGNC entre le long et le court terme, en se fondant sur une durée de détention ou de recouvrement de plus ou moins 12 mois

LES ECARTS DE CONVERSION	<p>Selon les normes IAS/IFRS, les gains et pertes latents, dus aux variations des cours de monnaies étrangères, sont comptabilisés directement dans le résultat comptable. Ils ont une incidence directe sur le résultat. Les transactions en monnaie étrangères sont comptabilisées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation en utilisant le cours de change à la date de transaction - Evaluation en utilisant le cours de clôture à la date de clôture pour les éléments monétaires et celui du jour de la transaction pour les éléments non monétaires - Les écarts de change sont comptabilisés dans le compte de résultat • Conversion au taux de clôture • Impact sur résultat comptabilisé 	<p>Au Maroc, les gains et pertes de change latents sont comptabilisés au bilan dans des comptes d'écart de conversion. Une provision pour risque de change est constatée, en cas de perte latente. Le gain de change latent n'est pas intégré dans le résultat comptable, mais il est pris en compte dans la détermination du résultat fiscal.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conversion au taux de clôture • Impact sur résultat comptabilisé uniquement pour perte de change latente
LES PROVISIONS	<ul style="list-style-type: none"> • l'actualisation des provisions est obligatoire. • il y a une précision pour l'estimation des flux futurs, l'actualisation et les informations à fournir • Les provisions pour grosses réparations ne sont pas permises par les normes internationales. <p>Selon la norme 37, une provision ne doit être comptabilisée que si les conditions ci-dessous sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un passif résultant d'événements passés - Une obligation actuelle qui aboutira à une sortie de ressources - La probabilité d'évaluer de façon fiable le montant de l'obligation 	<ul style="list-style-type: none"> • l'actualisation des provisions n'est pas obligatoire. • Absence de disposition expresse concernant l'évaluation des provisions. elle est généralement faite avec approximation • Une provision pour grosses réparations et obligatoirement constituée si elle est destinée à couvrir des charges importantes qui ne présentent pas un caractère annuel et ne peuvent être assimilées à des frais courants d'entretien et de réparation. <p>Ces conditions ne sont pas les mêmes qu'au Maroc. En effet, les provisions pour grosses réparations, qui ne respectant pas la condition première de IAS 37, sont autorisées par la réglementation comptable marocaine.</p> <p>Au Maroc, c'est surtout le principe de prudence, qui est à la base de dotation de provision.</p> <p>Les provisions pour grosses réparations ne sont pas permises par les normes internationales. L'approche par composante au niveau de la gestion des immobilisations permet de combler les impacts de cette non autorisation.</p>
LES IMPOTS DIFFERES	<ul style="list-style-type: none"> • Comptabilisation dans les comptes sociaux • Comptabilisation dans les comptes consolidés <p>La norme IAS 12 Impôts sur le résultat, préconise la comptabilisation des impôts différés dans les comptes sociaux et dans les comptes consolidés. Elle impose la comptabilisation de passif et actif d'impôts différés basés sur des conséquences fiscales futures des différences temporelles taxables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Non applicable dans les comptes sociaux • Comptabilisation dans les comptes consolidés <p>Au niveau des comptes consolidés, il n'existe pas de différences majeures entre les règles marocaines et les normes internationales en matière d'impôts différés. Les impôts différés ne sont comptabilisés au Maroc que dans les comptes consolidés. Dans les comptes sociaux, seul est comptabilisé l'impôt courant à payer au titre de l'exercice concerné.</p>
LES AVANTAGES DU PERSONNEL	<p>La comptabilisation de l'ensemble des avantages du personnel, obligatoire dans les normes IAS/IFRS, ne fait pas l'objet d'une normalisation comptable marocaine directe et précise.</p> <p>Des provisions pour risques et charges peuvent être comptabilisées (engagement de retraite par exemple).</p>	<p>Aussi, dans les normes internationales, les informations complémentaires relatives aux avantages du personnel et exigées sont très détaillées par rapport à ce qui est exigé pour les provisions pour risques et charges au Maroc.</p>
EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE	<p>Selon les normes IAS/IFRS, les corrections d'erreurs fondamentales postérieures à la date de clôture et les changements de principes comptables sont comptabilisés en ajustant les capitaux propres du bilan d'ouverture. Le principe comptable d'intangibilité du bilan d'ouverture n'est pas respecté. Elles autorisent aussi la comptabilisation des ajustements en résultat de l'exercice avec une présentation pro forma des exercices antérieurs retraités en annexe.</p>	<p>Au Maroc, les corrections d'erreurs, postérieurs à la date de clôture, sont à comptabiliser en compte de résultat</p>